



COMMUNIQUE SUITE A LA REUNION ACTION SOCIALE DU 4 NOVEMBRE 2010

Dans leur lettre ouverte aux ministres en date du 6 octobre 2010, les Fédérations Syndicales CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA avaient, entre autres revendications, demandé la tenue d'une réunion dédiée à l'Action Sociale, sous la présidence du Secrétaire Général et en la présence des Conseillers Sociaux des Ministres.

Organisée le 4 novembre dernier, cette réunion avait pour objet de conclure le processus de discussions visant à asseoir budgétairement et de manière consolidée les prestations d'action sociale, ainsi que l'identification de prestations nouvelles.

Dès le début de la séance le Secrétaire Général a annoncé que les Conseillers Sociaux n'assisteraient pas à la rencontre en raison de leur présence en Commission des Finances.

Les Fédérations syndicales ont dénoncé leur absence, jugeant qu'elle symbolisait à l'image du gouvernement, le mépris des manifestations et mobilisations des agents de Bercy.

Les Fédérations ont demandé une suspension de séance afin de discuter des suites à donner à la réunion. D'un commun accord, elles ont décidé de prendre connaissance des propositions du Secrétaire Général au sujet du Budget et de l'évolution des prestations d'Action Sociale.

L'intervention du Secrétaire Général a mis en évidence une augmentation globale d'environ 6M€. Certes, si certains postes sont en hausse (logement, petite enfance), les autres enregistrent des baisses notables. Les Fédérations Syndicales ont pris acte de cette augmentation qui est à inscrire à l'actif des luttes unitaires des agents des Finances.

Elles ont cependant dénoncé l'absence d'engagement sur la durée (que sera 2012 ?).

La Fédération des Finances CGT a sollicité la communication officielle d'un relevé écrit des engagements pris par le secrétariat général.

La Fédération a aussi vérifié le maintien effectif du bénéfice de l'Action Sociale aux agents impactés par la REATE (CCRF et Industrie).

Elle a aussi réitéré son exigence quand à la nécessité d'une réponse concernant l'avenir de la Masse des Douanes.

Le Secrétaire Général s'est refusé à prendre le moindre engagement à ce sujet. La Fédération CGT a dénoncé une telle attitude comme elle a regretté l'absence de réponses aux revendications portées par les agents des Finances retraités.

Enfin, la CGT a réaffirmé qu'elle resterait très attentive au dossier MGEFI quant au montant de la subvention allouée à la Protection Sociale Complémentaire à savoir 100 % des transferts solidaires.

La Fédération des Finances CGT a aussi insisté sur le maintien des CDAS qui devraient être maintenus sur l'ensemble du territoire.

La Fédération des Finances CGT, après avoir réaffirmé les exigences revendicatives des agents des Finances, sur le dossier des retraites, l'avenir des services publics, l'emploi et le pouvoir d'achat, a signifié qu'elle poursuivrait avec les agents des Finances le processus de mobilisation en cours, pour imposer la prise en compte des revendications.